

# **Demande de services d'aide juridique faite par l'avocat au nom d'une personne en détention pour une demande d'habeas corpus relative à une mise en liberté sous caution**

Ce formulaire peut être utilisé dans le cadre d'une demande accélérée de certificat pour demande d'habeas corpus. Ne soumettez ce formulaire que si votre client(e) est prêt(e) pour l'audience de mise en liberté sous caution et que l'audience a été ajournée en raison de l'indisponibilité du tribunal ou de la Couronne. Un certificat accéléré pour demande d'habeas corpus sera délivré seulement si le bien-fondé de l'affaire est évident conformément à la **partie 3 : Accusations/renseignements juridiques**.

Les formulaires incomplets ne seront pas traités.

---

## **Partie 1 : Renseignements sur l'auteur(e) de la demande**

Nom du (de la)  
client(e) :

Coordonnées : Adresse fixe  
ou lorsqu'en  
liberté :

App. :

Ville :

Province :

Code postal :

Téléphone :

Courriel :

Date de naissance :

Sexe :                      Homme              Femme              X              Inconnu

Statut au Canada :

---

## Auto-identification autochtone

Vous identifiez-vous comme une personne des Premières Nations, métisse, inuite, autre?      Oui      Non      Pas demandé

Si oui :	Premières Nations	Avec statut	Sans statut
		Dans une réserve	Hors réserve
	Métisse	Inscrit	Non inscrit
	Inuite		
	Autre		

---

## Auto-identification relative à l'appartenance raciale

Asiatique – Est (p. ex., Chinois(e), Japonais(e), Coréen(ne))	S'est identifié comme autochtone à la partie sur l'auto-identification autochtone ci-dessus
Asiatique – Sud-Est (p. ex., Malaisien(ne), Philippin(e), Vietnamien(ne))	
Asiatique – Sud (p. ex., Indien(ne), Pakistanais(e), Sri-Lankais(e))	Préfère ne pas répondre
Noir(e) – Africain(e) (p. ex., Ghanéen(ne), Kényan(e), Somalien(ne))	Ne sais pas
Noir(e) – Antillais(e) (p. ex., Barbadien(ne), Jamaïquain(e))	Pas demandé
Noir(e) – Nord-Américain(e) (p. ex., Canadien(ne), Américain(e))	Autre (veuillez préciser)
Indien(ne) – Antillais(e) (p. ex., Guyanien(ne) d'origine indienne)	
Latino-Américain(e) (p. ex., Argentin(e), Chilien(ne), Salvadorien(ne))	
Moyen-oriental(e) ou Nord-Africain(e) (p. ex., Égyptien(ne), Iranien(ne))	
Rom	
Blanc(he) – Nord-Américain(e) (p. ex., Canadien(ne), Américain(e))	
Blanc(he) – Européen(ne) (p. ex., Anglais(e), Italien(ne), Portugais(e), Russe)	

---

## Partie 2 : Avocat(e) choisi(e)

Nom de  
l'avocat(e) :

No d'avocat :

Téléphone :

Courriel : (requis)

---

## Partie 3 : Accusations/renseignements juridiques

Date de l'arrestation :

Accusations contre le (la) client(e):

Date à laquelle le (la) client(e) était prêt(e)  
à procéder à son audience sur la mise en  
liberté sous caution (au dossier) :

Fardeau et position de la couronne sur le  
mise en liberté sous caution :

Date de reprise :

Emplacement du tribunal :

Nombre de comparutions :

Établissement :

La transcription de l'ajournement de l'audience sur la mise en liberté sous  
caution a-t-elle été commandée? Oui Non

Veillez envoyer la facture de la transcription de l'ajournement de l'audience sur la mise en liberté  
sous caution à [gencasemgmt@lao.on.ca](mailto:gencasemgmt@lao.on.ca) pour traitement après la délivrance et l'accusé de réception  
du certificat.

Je fais une demande de certificat pour une demande d’habeas corpus relative à une mise en liberté sous caution parce que (veuillez fournir une brève opinion sur le bien-fondé de la demande d’habeas corpus – environ 250 mots) :

**Remarque** : en évaluant si l’affaire a été ajournée en contravention du par. 516(1), « trois jours francs » signifie le nombre de jours entre les ajournements, excluant le jour où l’affaire a été ajournée, et celui auquel l’affaire a été ajournée, ne comptez pas les jours fériés – art. 26 et par. 27(1) de la *Loi d’interprétation de 1985 L.R.C.*

Je demande également un certificat pour la défense criminelle complète dans le cadre de cette affaire. Oui                  Non

**Dans l’affirmative**, veuillez remplir le formulaire [Demande d’aide juridique faite par l’avocat au nom d’une personne en détention](#).

---

## Partie 4 : Situation financière

Un montant d'argent relatif à cette instance a-t-il été versé à l'avocat(e) par l'auteur(e) de la demande ? Oui      Non

Dans l'affirmative, quel montant? \$

**Les renseignements financiers de l'auteur(e) de la demande ainsi que ceux de son (sa) conjoint(e) ou de la personne responsable doivent être fournis.**

Taille de l'unité familiale :

État matrimonial :      Célibataire      Marié(e)      Conjoint(e) de fait  
   Divorcé(e)      Séparé(e)      Veuf(ve)

S'il y a lieu :

Nom du (de la) conjoint(e) (prénom, second prénom, nom) :

Revenu brut annuel du (de la) conjoint(e) :

Nombre de personnes à charge résidant au foyer :

Paie une pension alimentaire pour personne à charge résidant hors du foyer au montant de \$ / mois

Fonds saisis :

Revenu brut annuel :

Source de revenus :

OT/POSPH :      Oui      Non

Possède des biens immobiliers :      Oui      Non

Autres actifs :

Si la personne est employée, quelle sont les chances qu'elle retrouve son travail si elle est libérée?

Incapable d'obtenir l'information de l'auteur(e) de la demande

---

## Confirmation

### Client(e)/détenu(e)

Je, soussigné(e), l'avocat(e)  
dont le nom apparaît à la partie 2 à être mon avocat(e) dans le cadre de mon certificat d'Aide juridique Ontario pour une demande d'habeas corpus.

Je reconnais que je choisis l'avocat(e) qui s'occupera de mon affaire (demande d'habeas corpus). Je comprends que je recevrai un certificat d'aide juridique et qu'Aide juridique Ontario paiera pour les services facturés par l'avocat(e). Je suis décidé(e) à travailler avec mon avocat(e) à la gestion de mon affaire (demande d'habeas corpus).

Un changement d'avocat ne sera considéré qu'en raison de circonstances exceptionnelles. Un changement d'avocat occasionne des dépenses élevées à AJO.

Confirmez avec le (la) client(e) qu'il(elle) accepte les conditions. Une déclaration verbale de Consentement à l'examen des dossiers est acceptée en raison de perturbations causées par la COVID-19. Le (la) client(e) est informé(e) de son obligation de signer et soumettre le document de consentement à l'examen des dossiers à une date ultérieure.

Signature :

Date :

### Avocat(e)

En soumettant le présent formulaire, je déclare que l'auteur(e) de la demande d'aide juridique a oralement consenti à ce que je présente cette demande d'aide juridique en son nom. Je confirme que l'auteur(e) de la demande comprend et accepte que le certificat me soit envoyé directement (si nos dossiers indiquent qu'il y a eu une relation antérieure entre l'avocat(e) et le (la) client(e)); autrement, le certificat sera envoyé directement à l'auteur(e) de la demande et j'atteste qu'autant que je sache, les renseignements compris dans le présent formulaire sont complets, véridiques et exacts.

Nom :

Date :

Signature :

--	--	--	--	--

Les renseignements personnels figurant dans le présent formulaire sont recueillis en vertu de la *Loi de 2020 sur les services d'aide juridique* aux fins de la prestation de services d'aide juridique en application de la LSAJ.

Les questions à ce sujet doivent être adressées à l'agent(e) de l'accès à l'information et de la protection de la vie privée, à [fippa@lao.on.ca](mailto:fippa@lao.on.ca) ou au 1 800 668-8258.



LEGAL AID ONTARIO  
AIDE JURIDIQUE ONTARIO

---

**Pour usage interne uniquement :**

La demande a été étudiée :            Oui            Non

La demande a été jugée fondée :    Oui            Non

Date :